

Retour sur la question de l'émigration en Turquie:

Benoît Fliche

▶ To cite this version:

Benoît Fliche. Retour sur la question de l'émigration en Turquie: Une analyse des propositions au départ dans un village d'Anatolie centrale. Kamel Chachoua. L'émigration Algérienne en France, Un cas Exemplaire, Hommage à Abdelmalek Sayad (1933-1998), CNRPAH, pp.139-152, 2013. halshs-00806737

HAL Id: halshs-00806737 https://shs.hal.science/halshs-00806737

Submitted on 25 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers. L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Retour sur la question de l'émigration en Turquie : une analyse des propensions au départ dans un village d'Anatolie centrale

Benoît Fliche

CNRS

« Les trois âges de l'émigration algérienne en France » (Sayad [1977],1999) fut pour moi un article central pour comprendre ce que « émigrer » voulait dire en Turquie. Nous pourrions transposer mot pour mot ce constat d'Abdelmalek Sayad sur l'Algérie et la France au cas turc : « autant la littérature sur l'immigration dans les pays d'immigration, pour les besoins de la société d'immigration, est surabondante, autant est indigente, voire totalement défaillante, la littérature sur l'émigration » (Sayad, 1999: 176). Nous pourrons le suivre lorsqu'il écrit que « l'habitude est tellement prise d'entendre et de penser "immigration" et "immigrant", quand on dit et écrit, quand on entend et lit "émigration" et émigrés, que tout le monde (...) a effectué d'emblée, tout naturellement le travail de correction et de redressement de sens nécessaire pour restituer au discours sa vraie signification ; significatif est l'étonnement général que l'on puisse prendre les mots à la lettre comme s'il était admis de tous que "émigration" et "immigration" d'une part, et "émigrés" et "immigrés" d'autre part, étaient interchangeables et pouvaient servir aux mêmes discours, l'usage différentiel qui en est fait ne tenant qu'aux lieux d'où l'on en parle et à l'intention avec laquelle on en parle » (1999:176).

De même, en Turquie, les travaux se concentrent essentiellement sur l'immigration, que celleci soit vers les grandes métropoles ou vers l'étranger1. Ce biais semble indiquer que le point de vue prévalant est celui de l'urbain. Le lieu de départ, le rural, est rarement pris en compte comme ayant des dynamiques explicatives de la migration. Non pas qu'il n'y ait d'études rurales en Turquie, loin s'en faut ; mais y est analysé uniquement l'impact de la migration sur les campagnes ou les régions d'origine (De Tapia, 1996). Le processus même d'émigration – à savoir qui part et pourquoi – est le plus souvent laissé dans l'ombre. Lorsqu'elles abordent l'émigration, rares sont les études qui prennent le point de vue d'Abdelmalek Sayad : « toute étude de l'émigration qui négligerait les conditions d'origine des émigrés, se condamnerait à ne donner du phénomène migratoire qu'une vue, à la fois partielle et ethnocentrique [...]. C'est la relation entre le système des dispositions des émigrés et l'ensemble des mécanismes auxquels ils sont soumis du fait de l'émigration, qui demande à être élucidé » (1977 : 59-60). Les analyses se limitent trop souvent à l'énonciation de l'équation de l'exode rural. Peu descendent à un niveau explicatif plus précis et saisissent les causalités locales, moins aisément repérables comme le kan davası2 (le « procès de sang », la vendetta), ou plus politiques, telles les migrations forcées. Je n'interprèterai pas ici cette préférence du national sur le local. Jugeons qu'il s'agit d'une préférence conceptuelle pour des macroéchelles menant indirectement à la négligence des dimensions régionales ou locales des phénomènes migratoires. Mon propos n'est pas d'avancer qu'un niveau d'investigation doit être privilégié par rapport à un autre. Au contraire, nous devons faire varier les échelles d'analyse et d'observation pour tenter de décrire le système de déterminations et de dispositions qui poussent des individus à prendre la route.

Pour rendre compte et explorer cette question de l'émigration en Turquie, je prendrai pour exemple un village anatolien, Kayalar, situé dans la région de Yozgat (Anatolie centrale). Celui-ci présente plusieurs éléments remarquables. Le premier tient à son histoire. Issu de plusieurs familles de caravaniers sédentarisés en 1912, pendant les guerres balkaniques de l'Empire Ottoman, il s'est tardivement converti à l'agriculture. Par ailleurs, c'est un village de minoritaires musulmans jugés hétérodoxes par le pouvoir central ottoman puis républicain, les alévis. Enfin, dernière caractéristique, la vingtaine de lignages ont quitté définitivement le village qui a disparu entièrement au milieu des années quatre-vingt. Allant pour cela jusqu'à vendre les poutres des toitures, ces migrants vouèrent à la démolition, par la pluie, leurs maisons faites de terre séchée. Cette disparition physique est d'autant

¹ Pour un panorama riche et complet des phénomènes migratoires turcs, voir De Tapia (2007).

² Lors de leurs enquêtes, Jean-François Pérouse et Fadime Deli ont souvent constaté que la vendetta constituait une cause de départ vers Istanbul (Deli et Pérouse, 2002 : 6).

plus étonnante que les autres villages connurent une hémorragie migratoire similaire mais ne disparurent pas complètement pour autant.

Pourquoi eux et pas les autres villages? Cette question, en apparence naïve, dénaturalise l'émigration. Contrairement à ce que peuvent parfois sous-entendre les études sur l'immigration, quitter son village n'est pas naturel et ne saurait se réduire à des facteurs *pull* et *push*. Mis à part les déplacements forcés, cela nécessite une prise de décision, même si cette dernière n'implique pas nécessairement des calculs stratégiques élaborés et ne correspond pas toujours à un projet migratoire bien établi (Bozarslan, 1992 : 129). Pour en rendre compte, il faut déterminer qui prend cette décision de départ ; ce qui nous amène, en amont, à rendre compte des propensions au départ. Nous rejoignons ici une préoccupation d'A. Sayad dans « Les trois âges » lorsqu'il distingue finement les différents émigrés, le premier, répondant parfaitement à un habitus villageois, le second inscrit dans une dépaysannisation, le troisième pris dans une dynamique émigratoire plus large. Pour répondre à cette question, il me semble nécessaire d'adopter un jeu d'échelles (Bromberger,1997) en fonction des différentes inscriptions et caractéristiques de ce village. Se dégage alors un système d'explications des différences qui nous permet de comprendre les propensions au départ de ces émigrés d'Anatolie centrale.

Les différentes inscriptions territoriales

L'appartenance à une région d'émigration est le premier niveau d'explication. Le village de Kayalar est situé dans le département de Yozgat, territoire qui concentre tous les désavantages des déséquilibres régionaux répertoriés par Marcel Bazin (1986) pour la Turquie. Son réseau urbain est déficient ; son industrialisation ne découle pas des investissements étatiques mais de ceux, tardifs, de migrants internationaux originaires de ce département. Yozgat était, jusqu'à récemment, en périphérie du développement du pays. Deux séries de facteurs expliquent ce retard qui est aujourd'hui en passe d'être rattrapé. Le premier tient à sa géographie : cet espace présente en effet un environnement géographique peu clément qui associe un relief accidenté et une hydrographie déficiente. Cela se prête peu à l'orientation céréalière de la région qui signe, par défaut, son sous-développement. Le second facteur tient aux rapports historiques de cette région avec le centre politique, ceci depuis l'installation de populations nomades turcophones, à partir du XIIe siècle. Les réseaux routiers qui traversaient la région disparurent alors progressivement, enclavant ainsi cet espace qui devint une région propice à la rébellion. Il faut attendre le XVIIIe siècle pour qu'elle sorte de sa marginalité, sous l'impulsion d'une grande famille locale, les Çapanoğlu. Cependant son économie connait de nouvelles difficultés à la fin du XIXe siècle avec la fin de la culture du pavot et le déclin du mohair. S'ajoutent des tensions politiques fortes, au début de la République, entre Mustafa Kemal et la famille des Çapanoğlu qui se traduisent par une révolte réprimée en 1920. Marginalisée politiquement, Yozgat devient alors une marge intérieure.

La situation socio-économique et démographique du département devient particulièrement difficile à partir de la seconde moitié du XX_e siècle. Pourtant, l' « équation » de l'exode rural en Turquie ne s'applique pas car la pression démographique sur les terres fut antérieure au processus de mécanisation de l'agriculture. Les paysans n'ont pas été mis sur les routes par l'introduction des tracteurs mais bien par un déficit de terres.

L'appartenance de Kayalar à ce bassin migratoire est loin d'être une explication suffisante. Kayalar n'est pas seulement un village de Yozgat, il a d'autres caractéristiques : peuplé d'anciens caravaniers türkmen, alévis, sédentarisés au début du siècle à Sorgun, un des arrondissements de Yozgat, il dispose de mauvaises terres mais a un taux d'alphabétisation relativement élevé par rapport aux villages voisins. Ces caractéristiques qu'il partage avec d'autres villages de cette région permettent-elles d'expliquer sa propension migratoire ?

En adoptant un niveau d'observation plus fin que celui de la région – l'arrondissement de Sorgun – et en comparant les différents villages, des caractéristiques telles que la confession, l'ethnicité, l'accès aux bonnes terres, l'alphabétisation ou le passé des groupes apparaissent comme des facteurs pertinents. Un travail statistique qu'il serait trop long d'expliciter ici (Fliche 2007) nous montre plusieurs groupes aux comportements migratoires différenciés. Ainsi, les villages « muhacir » présentent une nette propension à migrer, tandis que les villages « sunnites » et/ou les villages d'anciens « nomades » montrent une relative sédentarité (Fliche 2006). Par ailleurs, les villages disposant d'une mauvaise qualité de terres présentent des taux migratoires plus élevés que les autres. Pour finir, ce furent d'abord les émigrés « alphabétisés » qui prirent le chemin de l'exil.

Kayalar fait partie de ces mal-dotés en terre. Ancien hivernage de caravaniers, son économie était d'ailleurs plus pastorale qu'agricole. La conversion du commerce caravanier à l'agriculture et la sédentarisation n'avaient d'ailleurs pas été sans difficulté. Certains se souviennent que leurs grandsparents témoignaient qu'ils ne savaient pas labourer : « l'enpaysannisation », pour reprendre un terme inverse utilisé par Abdelmalek Sayad, n'était que superficiel. Cependant, si ces villageois possédaient de mauvaises terres, ils disposaient d'un taux d'alphabétisation élevé par rapport à leurs voisins.

Si ces caractéristiques (qualité de la terre, alphabétisation, etc.) jouent un rôle considérable dans la propension au départ, l'inscription des habitants dans l'espace territorial de Sorgun est aussi centrale. En effet, le village de Kayalar était un village d'alévis, c'est-à-dire de minoritaires qualifiés d'hétérodoxes par les sunnites. Il a comme voisins, au nord, trois villages sunnites. Au sud, se situe Sorgun, ville marquée par son orthodoxie. A part deux villages alévis voisins, Abalı et Başköy, l'environnement de Kayalar est sunnite. De nombreux travaux ont souligné la conflictualité entre les alévis et les sunnites, comme la sévère stigmatisation que faisaient et font encore subir ces derniers aux premiers. Dès lors l'environnement n'aurait-il pas influencé la prise de décision du départ ? Ces villageois sont-ils partis pour fuir un environnement hostile ?

D'après les alévis de cette région, le stigmate le plus courant des sunnites à leur encontre porte sur le non respect des ablutions rituelles : ils ne se laveraient pas après le coït et ne procèderaient pas aux ablutions rituelles journalières (*aptes*). Ils se savent aussi stigmatisés comme, plus grave, amateurs d'orgie sexuelle, lors de la cérémonie du *cem*₃: au moment paroxystique du rituel, ils souffleraient les lumières, « ne connaîtraient plus alors ni leur sœur, ni leur mère » (ce stéréotype est attesté dès le XVIème siècle4).

Face à ces stigmates, les alévis adoptent deux tactiques exprimées notamment par les histoires humoristiques. La première est de l'ordre du renversement du stigmate, procédé que je définis comme visant à se réapproprier le stigmate en l'érigeant comme qualité. La seconde tactique du « retournement de stigmate » est en revanche de l'ordre du « c'est celui qui dit qui est » : l'énonciateur du stigmate a, en fait, le défaut que lui-même décrit chez autrui (Fliche 2007 : 62).

Malgré ce jeu de stigmatisation, les relations entre villages alévis et sunnites n'étaient pas marquées par une conflictualité remarquable. Si les alévis se doutaient bien qu'ils n'étaient pas particulièrement bien perçus par leurs voisins, les relations étaient plutôt courtoises, ceci au moins jusqu'au milieu des années soixante-dix. Les relations d'amitié étaient courantes entre les deux confessions. Les discordes violentes entre villages n'avaient pas l'identité ou la religion pour ferment. Ces bagarres villageoises, plutôt rares, trouvaient leurs origines dans des conflits de frontières agricoles mal respectées par des vaches vagabondes. Ils n'opposaient pas tant sunnites et alévis que pasteurs et agriculteurs.

³ Cem ou ayn-ı cem : ayin désigne la cérémonie, et cem signifie communauté, rassemblement. Le cem est la principale cérémonie des alévis et des bektachis. La cérémonie serait la répétition sur terre du Kırklar Meclisi, le Banquet des Quarante, qui eut lieu dans l'au-delà, sous la présidence d'Ali, pendant l'ascension céleste du Prophète (mirac). Elle a lieu généralement la nuit, réunit les fidèles des deux sexes et se termine, chez les bektachis et certains groupes alévis, par des agapes arrosées d'alcool, ce qui suscite de vives critiques des milieux orthodoxes.

⁴ Mélikoff, 1975.

Si l'environnement immédiat du village n'était pas hostile, il en allait différemment de la souspréfecture, Sorgun, située non loin du village. La ville a ceci de différent que les rapports sont moins personnels. Le degré plus élevé d'anonymat permet des rencontres inattendues, bonnes comme mauvaises. Cette ville est un lieu « orthodoxe » où les alévis sont arrivés « après » les autres.

Sorgun est situé à quelques heures de marche de Kayalar. Régulièrement, les villageois descendaient en ville pour les marchés du lundi ou du jeudi pour y faire commerce. Sorgun leur était donc familier ; il n'était pas pour autant « domestique ». L'espace public était certes régi par les règles de la République mais les codes de conduite orthodoxes étaient dominants. L'orientation politique de Sorgun a toujours été plutôt conservatrice avec une radicalisation à partir de 1995. Ce climat conservateur, moins pesant dans les années 1960 que dans les années 1970, performe l'espace public. Il est, par exemple, très mal vu de fumer une cigarette en période de jeûne ou de consommer de l'alcool dans un lieu où l'on puisse être vu de la rue. Descendre en ville pour un alévi signifie adopter un certain nombre de comportements qu'il est loin d'avoir au village.

Manifester un comportement hétérodoxe dans ce territoire éminemment orthodoxe revenait à s'exposer à une sanction sociale. En ville, le stigmate de « kızılbaş » (littéralement « tête rouge », hérétique) pouvait être envoyé à la figure de n'importe quel alévi sans que ce dernier puisse répondre, le rapport de force étant nettement en la défaveur des alévis. Pour éviter cela, ils faisaient preuve de discrétion, ce qui se comprenait aussi par les activités essentiellement commerciales que les villageois menaient à Sorgun, à partir des années soixante. Indiquer son appartenance alévie aurait été s'exposer à de possibles boycottages.

Si l'espace urbain n'était pas domestique, les habitants des villages alévis environnants ont néanmoins peu à peu investi à Sorgun. Pour le village de Kayalar, cet investissement s'est fait en plusieurs étapes. Dans les années cinquante, un groupe d'une dizaine de personnes faisait du commerce itinérant de bovins et d'ovins entre les régions de Sorgun, de Çorum et de Yozgat. Cette activité commerciale a duré une dizaine d'années avant de décliner. Au début des années soixante, un de ces commerçants abandonna ses activités paysannes pour investir dans l'immobilier. Entendant que le prix du terrain en ville ne cessait d'augmenter, certains villageois vendirent une ou deux parcelles pour en acheter là-bas. Ils n'opérèrent pas pour autant une reconversion économique, ils continuèrent leurs activités agricoles mais ils construisirent à Sorgun pour louer. Le moment était propice puisque la ville connaissait alors une explosion démographique avec l'ouverture d'une mine de charbon.

Peu à peu, plusieurs personnes quittèrent le village pour s'installer au nord de la ville, dans le quartier de Yenidoğan. L'embryon d'urbanisation de cette population rurale étonne étant donné le climat d'hostilité contre les alévis et la discrétion dont ils devaient faire preuve. Il est curieux que des personnes « stigmatisées » aient risqué de si grands investissements dans un espace potentiellement menaçant. Devant ces faits, nous pouvons en déduire que s'ils avaient réellement eu peur, ils n'auraient sans doute pas vendu leurs terres pour en acheter en ville, mettant ainsi toutes leurs économies dans un territoire qu'ils auraient considéré comme dangereux. L'investissement leur paraissait non seulement rentable mais aussi sûr. Il serait donc erroné de penser qu'ils auraient migré pour échapper à un environnement qu'ils considéraient comme hostile. Au contraire, cette absence de crainte leur a permis de migrer dans le bourg le plus proche, Sorgun, une ville démographiquement et politiquement dominée par les sunnites conservateurs.

Les dynamiques internes du village

L'inscription du village dans son environnement est donc un élément important pour comprendre les raisons de l'émigration. Kayalar n'entretenait pas de relations particulièrement conflictuelles avec ses voisins sunnites. Jusqu'en 1965, ses habitants ne se sentaient pas en danger. Ce ne sera plus le cas à partir de 1978, date à laquelle les affrontements entre l'extrême droite et l'extrême gauche prirent une telle ampleur qu'ils n'épargnèrent pas les petites villes de province.

Sorgun devint invivable pour les alévis qui migrèrent alors vers l'Europe et vers les grands centres métropolitains.

Ces facteurs d'un niveau mésoscopique expliquent en partie la propension à migrer de ces villageois. Ils ne rendent pas compte des spécificités de ce village. Entre 1940 et 1965, comme la majorité des villages de Sorgun, ce village connaît une phase d'accroissement démographique — mais plus modéré que les autres. Il fait partie de la dizaine de villages les moins dynamiques démographiquement de l'arrondissement. A partir de 1965, il commence à se dépeupler fortement, ce qui le distingue de ses voisins. En vingt ans, il perd plus de 90% de sa population pour finalement disparaître entièrement en 1985. Comment expliquer cet étrange déclin démographique ?

Cet accroissement modeste entre 1940 et 1965 se comprend par le peu de terres cultivables dont dispose ce village. Kayalar est installé en hauteur sur les collines. Le relief y est vif, les terres caillouteuses. Ce paysage aride se prêtait davantage à l'élevage qu'à l'agriculture, raison pour laquelle il garda une économie à caractère pastoral. Non seulement cet espace de production agraire et pastorale était étriqué, mais il connaissait aussi un processus important de division des terres. Cette fragmentation des terres est en effet une cause de départ classiquement évoquée, les héritages successifs entraînant un morcellement des terres et les parcelles devenant trop petites pour permettre aux paysans de nourrir leur famille. Malgré les stratégies matrimoniales pour ne pas disperser les terres, la tendance était à la fragmentation et la pression sur la terre s'est cruellement faite sentir à Kayalar dès le début de la transition démographique. Si elle explique que les Kayalarlı n'aient pas connu l'explosion démographique de leurs voisins et qu'ils soient tout de suite partis, elle n'explique en aucune manière qu'ils aient fui ce village : le surplus de population auraient pu s'écouler le long des chemins de la migration conservant ainsi une population stable.

Pour expliquer les raisons de cette fuite de Kayalar, nous devons nous tourner vers d'autres dynamiques internes du village. Celles-ci s'organisent autour d'une quête de prestige, d'une concurrence rude entre les différents lignages.

Le village de Kayalar présente aussi une configuration concurrentielle forte. Les lignages étaient en compétition les uns avec les autres, et les différends autour des mariages, des terres ou des héritages ne trouvaient pas toujours de résolution. Comme Stirling le soulignait (1965 : 254), il est possible de vivre dans un espace où les contentieux sont saillants mais cela est sans doute dû à l'impossibilité de faire autrement. Lorsque l'opportunité se présente, on peut prendre ses bagages et recommencer sa vie ailleurs. L'accord sur la main-d'œuvre de 1961 entre la Turquie et l'Allemagne en constitua une.

Les raisons évoquées par les informateurs sont d'ordre économique – certaines familles ont dû partir en raison des difficultés financières, elles ne furent cependant pas les premières – mais aussi de la quête de reconnaissance sociale. On s'aperçoit que la chronologie des départs est liée à l'accès à l'immigration en Europe d'un membre proche de la famille. Dès lors que l'on avait un *gurbetçi* (un exilé, un migrant), il devenait impératif de s'installer en ville, à Ankara ou à Sorgun. C'était, selon les dires mêmes des informateurs, une question de prestige. Quitter ce village fut, en même temps qu'une solution économique, une question d'honneur dès lors que le verbe « partir » devint synonyme de « réussir ». Nous sommes devant un processus très différent de celui dressé par A. Sayad pour l'Algérie. Le premier âge de la migration semble inexistant : les porteurs de l'habitus paysan ne partent pas ici les premiers pour alimenter un village qui a des difficultés économiques.

Ce premier âge de l'émigration, nous pouvons peut-être l'identifier antérieurement, lors des migrations saisonnières entre le village et la capitale, à cette différence près que n'étaient pas envoyés les porteurs de l'habitus paysan. Il s'agissait essentiellement de travailler dans le bâtiment. Ce travail s'effectuait l'été, au moment où l'on avait besoin de main-d'œuvre pour les champs. Seuls les lignages richement pourvus en hommes pouvaient se permettre d'envoyer des bras à la ville, diversifiant ainsi leurs ressources financières. Partaient les jeunes de la famille, ceux qui ne savaient

pas labourer et qui, après trois ou quatre saisons, finissaient par ne plus revenir de la ville. Tout semble indiquer que nous passions rapidement au second âge de l'émigration.

Les territoires de destination

Les destinations migratoires de ces villageois jouèrent un rôle dans le processus d'émigration. Trois espaces furent principalement investis de façon contemporaine et articulée : Sorgun, la sous-préfecture la plus proche ; Ankara, la capitale ; et enfin, en Europe, principalement Remscheid en Allemagne et Narbonne en France. La concentration de cette répartition met en évidence son caractère non aléatoire. Quelle est alors la logique de cette répartition ? Nous n'assistons pas à une distribution des villageois dans les bassins d'emploi les plus dynamiques de Turquie ou d'Europe, alors même que le caractère économique de la migration prime. Si la détermination ne semble pas directement économique, à quelles logiques répond-elle ?

Au niveau du groupe villageois, les destinations migratoires sont déterminées par leur accessibilité – par exemple la présence de chaînes migratoires –, mais aussi la perception des migrants des opportunités économiques qu'elles offrent et de la situation politique qui y prévaut. Il faut donc tenir compte des horizons migratoires des émigrants.

Ainsi, Sorgun fut-il chronologiquement le premier lieu d'installation durable. Cela s'explique par la grande accessibilité spatiale – moins de trois heures à pied – que cette ville offre. La violence politique des années soixante-dix que connut la Turquie – avec des affrontements violents, quotidiens entre groupes politiques de droite et de gauche – modifièrent complètement l'image de Sorgun pour les alévis. Classés comme « communistes » par les groupes d'extrême-droite, ces derniers furent l'objet de tentatives de pogroms, si bien que ce territoire urbain où ils se sentaient légitimes et en sécurité devint un espace dangereux où ils pensaient ne plus avoir leur place. Après le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 accueilli « avec soulagement » malgré sa violence, nombreux furent ceux qui partirent à Ankara ou en Europe. Pour eux, se réinstaller à Sorgun était impensable. Nous voyons ici le rôle joué par l'horizon politique dans la migration.

Ankara, quant à elle, était déjà un lieu de migration saisonnière dans les années cinquante. Dans les années soixante, les migrants s'installèrent principalement sur les hauteurs de Yenimahalle (littéralement « nouveau quartier ») en construisant eux-mêmes, illégalement, des maisons appelées classiquement « gecekondu ». Si, à la fin des années 1970, Sorgun devint donc un espace répulsif, Anakara conserva son caractère attractif, alors même que les évènements y furent peut-être plus sanglants et l'atmosphère plus tendue. Il n'y eut pas de morts ni de torturés à Sorgun, à la différence de Yenimahalle. Pourtant, les alévis de Sorgun se sentirent moins en sécurité, ceci sans doute en raison de leur difficile inscription dans l'environnement politique. A Yenimahalle, malgré les violences, les alévis se sentaient moins isolés en raison de l'orientation politique de l'environnement urbain immédiat, situé à gauche. Il n'y eut donc pas de mouvements migratoires de fuite. Ankara fut à cette période l'inverse de Sorgun. Elle continua à appartenir à l'horizon migratoire malgré la période de violence politique.

Le troisième espace investi fut l'étranger : le Moyen-Orient, l'ancienne URSS, les Emirats Arabes Unis, mais surtout et essentiellement l'Europe avec l'Allemagne (Remscheid) et la France (Narbonne). L'Europe offrait des possibilités économiques bien supérieures à celles de la Turquie. Cette migration débuta cependant lentement dans le village, parce que personne ne voulait partir. Migrer au pays des mécréants (*gavur*) était perçu comme une aventure folle, voire un acte relevant du péché, l'argent gagné étant jugé comme illicite et sale puisque provenant des « mangeurs de cochons ». A Sorgun, les premiers à partir en Allemagne furent les marginaux du village. Ils n'avaient alors aucun soutien familial ou villageois et n'étaient porteurs d'aucune valeur du groupe. On voit encore ici la différence avec le premier âge de la migration décrit par Abdelmalek Sayad. Ce n'est qu'au premier retour, un ou deux ans après leurs départs, que les villageois prirent conscience de

l'opportunité économique que cela représentait et, ravalant les appréhensions religieuses, s'inscrivirent sur les listes du İİBK (*İş ve İşçi Bulma Kurumu*; Office du Travail et du Placement).

Sorgun, Ankara et l'Europe se différencient fortement en tant que destinations de migration : les déterminants de la migration (opportunités économiques, perception de l'environnement politique, accessibilité), même s'ils se retrouvent d'un espace à l'autre, ne jouent pas forcément dans les mêmes proportions. Les opportunités économiques, bien que de nature inégale selon les lieux, restent déterminantes : on ne migre pas pour moins bien économiquement. Le facteur « politique », plus précisément la perception de la « sécurité » ou de l'« insécurité » politique, peut également jouer un rôle important dans les comportements migratoires. Enfin, le facteur de l'accessibilité est inversement proportionnel à celui des chaînes migratoires. Plus l'espace d'immigration est difficile d'accès, plus les chaînes migratoires prennent de l'importance pour y accéder. Ce dernier déterminant explique pourquoi il y a de fortes concentrations de Kayalarlı, et non une diffusion aléatoire – situation qui se retrouve pour pratiquement tous les villages.

Au niveau du migrant, les villageois se répartissent en ces trois lieux par la nature des ressources initiales mises en œuvre pour migrer et que l'on peut classer en trois catégories essentiellement : ressources culturelles, économiques et réticulaires. Autrement dit, chaque espace n'est pas également accessible pour chaque migrant en raison de la structure des ressources mobilisables pour son départ.

Les ressources économiques sont constituées tout d'abord par l'ensemble des biens que possède le migrant à son départ. Le monétaire ne constitue qu'une menue partie de l'ensemble. Sont plus importants, dans le cadre d'une économie villageoise, le cheptel et les terres. Ce capital économique villageois n'est pas, en grande partie, transférable directement dans l'action migratoire : on ne part pas avec ses moutons, et encore moins avec ses terres. Il doit être converti par le biais de la vente.

Viennent ensuite les ressources culturelles qui sont formées par un certain nombre de compétences et de savoir-faire dont dispose le candidat à la migration au moment de son départ. Là encore, toutes ces ressources ne sont pas transférables : manier un araire n'a que peu d'utilité dans les migrations ankariotes et européennes. En revanche, le fait de savoir lire et écrire peut être une ressource précieuse pour migrer en ville et y avoir accès à certains emplois. Nous avons vu que ce village était relativement « alphabétisé ». A côté de ce capital culturel facilement repérable, coexistent d'autres éléments plus discrets, de l'ordre de la culture familiale. Un père commerçant apprendra à ses enfants mâles un certain nombre de savoirs, transmettra des dispositions qui pourront s'avérer centrales pour tenter l'aventure migratoire. Enfin, certains villageois disposaient d'un métier qui n'était pas lié uniquement à l'économie paysanne – maçon par exemple – et qu'ils ont donc pu mettre en avant dans certaines situations migratoires.

Les ressources réticulaires désignent quant à elles l'ensemble des relations dont dispose le migrant au moment de sa migration. Si un certain nombre de normes entre en compte dans leur constitution, ces ressources s'inscrivent aussi dans une temporalité précise. Elles évoluent rapidement dans le temps : d'un réseau pauvre en têtes de pont, un individu peut quelques années plus tard dénombrer plusieurs intermédiaires potentiels. La configuration du réseau est changeante, instable, recomposable. Cette nature « fluide » n'enlève pourtant rien à la centralité de la ressource lors de l'action migratoire.

Du point de vue du migrant, on peut dire qu'avant 1974 un candidat à faibles ressources économiques ne peut migrer en Europe que s'il possède les ressources culturelles nécessaires pour passer les tests de l'İİBK. Lorsque ce sont les ressources réticulaires qui lui font défaut mais qu'il dispose de quelques ressources économiques, il ne lui reste plus que Sorgun. En revanche, l'absence de ressources culturelles n'est jamais réellement handicapante. Ce manque peut se compenser par une richesse réticulaire ou par des ressources économiques. On ne retrouve pas la même facilité de compensation pour les ressources économiques : si l'on peut aisément les compenser par des

ressources réticulaires, on ne peut plus le faire avec des ressources culturelles à partir de 1974. Il en va de même pour la compensation des ressources réticulaires par des ressources culturelles. En 1974, la compensation devient franchement difficile entre les deux. Il reste la compensation entre le réticulaire et l'économique. Dans les processus migratoires qui nous intéressent, celle-ci est faisable jusque dans les années quatre-vingt, avec l'investissement à Sorgun. Mais lorsque cette ville devient répulsive, la compensation ne trouve plus d'endroit pour être effective. On peut donc conclure qu'à partir du début des années quatre-vingt, dans l'action migratoire, une ressource prime sur les autres : le réticulaire.

Conclusion

N'étant pas dans le cas d'une déportation, l'émigration de ces villageois est volontaire : elle est le fruit d'une décision, d'un choix que nous ne devons cependant nous garder de lire selon une grille « stratégiste ». Pour en rendre compte, il a été adopté un jeu d'échelles qui se justifie par les différents niveaux d'appartenance de ce village : il est situé dans une région particulière, Yozgat, qui est marquée par un rapport au centre et une géographique spécifiques. Il est aussi un village d'anciens caravaniers *türkmen* alévis. Ce groupe s'étant sédentarisé seulement au début du XX_e siècle, ce village est assez récent. Il se caractérise par la mauvaise qualité de ses terres mais par une bonne alphabétisation de ses habitants : cet accès différentiel à ces deux ressources que sont les terres et l'alphabétisation, ceci par rapport aux autres groupes peuplant le département de Sorgun, explique sa particularité migratoire. Se couple à cela une inscription particulière dans l'environnement local : jusqu'au milieu des années soixante, ce village d'hétérodoxes est bien intégré dans ce département pourtant à forte dominance orthodoxe. A cet ensemble de facteurs « contextuels », d'autres facteurs, plus internes, l'alimentent aussi, comme sa structure sociale concurrentielle. Enfin, cette propension est structurée par les caractéristiques des lieux d'immigration et par les ressources disponibles au moment du départ.

Concluons ce parcours multiscopique en revenant à Abdelmalek Sayad. Il nous a montré qu'émigrer n'est pas un processus « naturel » et qu'il fallait élucider ces relations entre les dispositions des émigrés et les mécanismes auxquels ils sont soumis. L'analyse faite ici des déterminants de la propension émigratoire d'un village anatolien tente de s'inscrire dans ce programme. Elle reste néanmoins très largement insuffisante. Un travail considérable reste à accomplir pour comprendre comment s'est formé et a évolué ce système de disposition émigratoire. En Turquie, différentes migrations et mobilités se sont succédées : les formes traditionnelles de nomadisme, les migrations de travail saisonnier des années cinquante et les migrations nationales et internationales (Fliche 2006). S'il est difficile d'établir une continuité culturelle entre elles, on peut toutefois se demander si certaines n'ont pas servi plus que d'autres de terreau culturelle à la fabrication des dispositions émigratoires.

Bibliographie

Bazin, Marcel, 1986, « Les disparités régionales en Turquie », in A. Gokalp (dir.), *La Turquie en transition : disparités, identités, pouvoirs*, Paris, Maisonneuve et Larose, p. 17-47.

Bozarslan, Hamit, 1992, « Etat, religion, politique dans l'immigration », *Peuples Méditerranéens*, n°60, dossier « Turquie, l'ère post-kémaliste ? », p. 115-133.

Bromberger, Christian, 1997, « L'ethnologie de la France et ses nouveaux objets. Crise, tâtonnements et jouvence d'une discipline dérangeante », *Ethnologie française*, XXVII, n° 3, p. 294-313.

De Tapia, Stéphane, 1996, *L'impact régional en Turquie des investissements industriels des travailleurs émigrés*, Paris, L'Harmattan, Varia Turcica XIX.

De Tapia, Stéphane, 2007, *Migrations et diasporas turques : Circulation migratoire et continuité territoriale* (1957-2004), Paris-Istanbul, Maisonneuve-Larose-IFEA.

Deli, Fadime, et Pérouse, Jean-François, 2002, *Migrations internes vers Istanbul : discours, sources et quelques réalités*, Istanbul : « Les dossiers de l'IFEA n° 9 », série « Turquie d'aujourd'hui ».

Fliche, Benoit, 2006, « Le nomade, le saisonnier et le migrant : une culture de la mobilité en Anatolie centrale ? », Etudes Rurales, n° 177, 109-119.

Fliche, Benoit, 2007, Odyssées turques. Les migrations d'un village anatolien, Paris, CNRS Editions.

Massicard, Elise, 2005, L'autre Turquie, Paris, PUF.

Mélikoff, Irène, 1975, « Le problème kızılbaş », Turcica VI, p. 49-67.

Sayad, Abdelmalek, 1977, « Les trois âges de l'émigration de l'émigration algérienne en France », Actes de la Recherche en Sciences Sociales, vol 15, p 59-79 (repris dans *La double absence*).

Sayad, Abdelmalek, 1999, La double absence, Paris, Seuil.

Stirling, Paul, 1965, Turkish Village, Liverpool et Londres, Charles Brichall and sons.